

PARTENARIAT ENTRE LES DÉPARTEMENTS DE L'INDUSTRIE ET DES TRANSPORTS

L'ex-Sonitex équipera les travailleurs des entreprises du transport terrestre

Le plan de relance de la production nationale passe incontestablement par un partenariat public-public. C'est le message clé qui ressort de la cérémonie de signature de convention qui a eu lieu hier au siège de la Maison du peuple UGTA, en présence de trois ministres, à savoir Amara Benyounès, Amar Ghoul et Mustapha Benbada.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Une convention portant équipement des travailleurs du secteur du transport terrestre en produits fabriqués par des entreprises publiques a été signée hier au siège de l'UGTA en présence des premiers responsables de trois départements ministériels, les transports, l'industrie et le commerce. La cérémonie à laquelle ont pris part des patrons des entreprises sus-citées en présence des cadres syndicaux de l'UGTA, dont le secrétaire général de l'organisation Abdelmadjid Sidi Saïd, était une première action d'une série de conventions qui seront signées avant et après la tripartite du 24 février prochain. Une démarche que tous les présents ont qualifiée d'«historique», dans la mesure où elle a permis de mettre en application une revendication souhaitée par le monde du travail mais aussi par les entreprises publiques, notamment celles du secteur du textile en mal de relance. Ainsi, les travailleurs du secteur des



Sidi Saïd préconise de préserver 250 000 emplois.

transports dans sa branche terrestre au nombre de 8 000 seront habillés par les entreprises publiques du secteur du textile.

Il s'agit d'une convention entre SGP-MI et la Société de gestion de participations de l'Etat pour les transports SGP-T pour la fourniture de tenues de travail à près de 4 080 employés et d'une seconde convention entre SGP-MI et l'Entreprise de transport urbain et sub-urbain d'Alger (Etusa)

pour la fourniture de 2 500 tenues de travail. Intervenant en marge de la cérémonie de signature, M. Ghoul a indiqué que cette convention «symbolique sera élargie à d'autres partenaires publics et privés du secteur des transports en vue d'améliorer la qualité des prestations et créer de nouveaux emplois tout en encourageant la production nationale».

Le ministre a souligné qu'une seconde convention sera signée en mars en collaboration

avec l'UGTA et concernera des milliers d'employés des transports terrestre, maritime et aérien. Sidi Saïd a, quant à lui, précisé que ces conventions contribuent à préserver près de 250 000 emplois dans des entreprises publiques et privées et consacrent l'action entre le gouvernement et l'UGTA concernant la promotion de la production et de l'industrie nationales.

Elles reflètent aussi la volonté du gouvernement d'associer le patronat et l'UGTA dans sa démarche visant à impulser la production et l'industrie nationales, a conclu M. Sidi Saïd.

Cette démarche rentre dans la seconde phase du plan de sauvetage du secteur du textile algérien.

Un plan doté de 135 milliards de dinars (2 milliards de dollars), qui devrait permettre un assainissement total des dettes des entreprises du secteur, sachant qu'aujourd'hui, la part du textile dans le PIB est inférieure à 2%, selon les chiffres de l'ONS. En effet, le plan de redressement initié par les pouvoirs publics, en mars 2011, au profit du secteur de l'industrie manufacturière du textile et du cuir, ne semble toujours pas amorcer un début de relance.

Pis encore, plusieurs entreprises relevant du secteur sont aujourd'hui en panne d'approvisionnement en matières premières et ne fonctionnent que sur le peu de matières récupérées dans les stocks. Pourtant, de l'argent frais a été injecté pour revitaliser ce secteur mori-

bond. Théoriquement, le plan de sauvetage devrait permettre un assainissement total des dettes des entreprises du secteur. Cependant, la situation dans laquelle se trouvent ces entreprises ne semble pas témoigner d'un quelconque début de relance.

A. B.

EN VISITE EN ALGÉRIE

Le prêcheur de la mosquée El Haram appelle les imams à la tolérance

L'imam de la mosquée El Haram à La Mecque en Arabie Saoudite, le docteur Salah Ben Abdellah Ben Mohamed, a lancé hier un message aux imams et aux mourchidate les appelant à la tolérance et à l'écoute des autres.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le responsable a rappelé, lors de son intervention, la grande responsabilité qui échoit aux imams lors de leurs échanges et interventions dans la pratique de leur profession.

Le cheikh Salah Ben Abdellah Ben Mohamed, également conseiller au cabinet royal en Arabie Saoudite, s'est adressé hier aux imams et aux mourchidate dans le cadre d'une conférence organisée à Dar El Imam, à El Mohammadia. Pour l'homme de religion, les principes fondamentaux pour les imams doivent reposer sur davantage de tolérance, d'écoute des fidèles et de modestie.

L'imam, selon lui, doit donner l'exemple de comportements exemplaires. L'imam de la mosquée El Haram encouragera également les fidèles à éviter les prêches qui s'éloignent, dans leur contenu des valeurs de l'Islam et à interroger en cas de doute les imams et autres savants dans le domaine de la religion de leur propre pays.

Concernant les adhésions et l'écoute des doctrines chiites, l'imam précisera que le phénomène est suivi de près.

L'intervention de l'imam de la mosquée El Haram fait suite à la signature d'un protocole d'accord entre l'Algérie et l'Arabie Saoudite qui a donné lieu à la visite d'une délégation saoudienne en Algérie qui a débuté le 15 de ce mois de février et qui s'achève aujourd'hui.

F-Z. B.

MISE EN CONFORMITÉ DES ASSOCIATIONS

Plus de 50 associations objet de poursuites judiciaires à Annaba

N'ayant pas adapté leurs statuts à la nouvelle loi n°12/06 du 12 janvier 2012, 54 associations de la wilaya de Annaba ont fait l'objet de poursuites judiciaires par l'administration, a-t-on appris auprès de la Direction de la réglementation et des affaires générales (Drag).

Un délai de deux ans a été accordé aux associations pour se mettre en conformité et adapter leurs statuts à la nouvelle loi. Après épuisement de ce moratoire en date du 31 janvier 2014, 83 associations ont réglé leur situation vis-à-vis de l'administration. Reste celles qui n'ont pas appliqué ce dispositif et qui seront poursuivies en justice, selon la même source, précisant que les associations sportives et à caractère religieux ne sont pas concernées par cette nouvelle loi.

Les associations visées dénoncent cette loi et se disent victimes d'une «hogra détournée» de l'administration. De l'avis de plusieurs observateurs de la vie associative à Annaba,

«rares sont les associations qui activent réellement sur le terrain, apportant réconfort à leurs adhérents ou menant des actions d'utilité publique. Celles-là méritent aides et encouragements. Mais les autres, qui sont la majorité, n'ont aucune relation avec la raison pour laquelle elles ont été créées. Elles sont plutôt budgétivores. Une pléthore de ces dernières s'affichant le temps d'une cérémonie ou d'un événement quelconque pour disparaître ensuite dans la nature ou pour faire le siège des entreprises ayant une certaine aisance financière pour ramasser le maximum d'aides», prétendues destinées à la préservation de la nature, à la lutte contre la pollution, ou à



Le tribunal de Annaba.

différentes actions humanitaires».

A Annaba, leur nombre actuellement est de plus de 600 alors qu'il y a quelques années, elles

étaient plus d'un millier, avant une opération d'assainissement menée par les services de l'administration.

A. B.